

Le risque d'enterrement

par

Pierre-Alain Cotnoir

L'auteur a été cofondateur du *Groupe de recherche sur l'opinion publique (GROP)* dont les études ont servi au camp souverainiste de 1992 à 1995.

Le résultat du référendum d'octobre dernier apparaît aux yeux de nombreux organisateurs souverainistes comme une quasi victoire. Je ne partage pas cette vision optimiste et je vais tenter de démontrer pourquoi elle demeure tout à fait inopportune.

La perception à l'effet que la progression du vote souverainiste découle d'un phénomène inéluctable lié au processus de socialisation des individus n'est qu'un effet trompe-l'oeil. Si deux points suffisent pour tracer une droite, ils ne suffisent toutefois pas pour établir une tendance.

La composition du vote souverainiste est plus complexe que l'addition un peu *bébête* du solde annuel de l'arrivée des nouveaux électeurs par rapport aux décès enregistrés. La stratification de l'électorat souverainiste suit des lignes de sédimentation qui l'apparentent à des couches successives d'argile, de grès et de calcaire, donc de friabilité fort variable. Les strates " d'argile et de grès " correspondent à environ 19% du total de l'électorat. Or, plus des deux tiers des électeurs représentés par ces deux strates croyaient encore à quelques jours du référendum qu'il serait possible de réformer le fédéralisme canadien de manière à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada !

Par ailleurs, dans son ensemble, la population votante du Québec peut être répartie en trois groupes distincts selon l'expression de ses choix constitutionnels. Les deux premiers groupes présentent un comportement électoral ordonné et prévisible. Ils forment près des trois quarts de l'électorat. Ces deux contingents fort importants d'électeurs s'affrontent avec des points de vue opposés mais clairs, souverainistes contre fédéralistes. Le dernier groupe fait montre d'un comportement électoral beaucoup plus imprévisible et chaotique. Les électeurs de ce dernier contingent oscillent entre les deux options, passant allègrement de l'une à l'autre - des variations pouvant atteindre de 15-20% de l'électorat en l'espace d'à peine quelques mois -. Rien ne nous permet de croire que le choix politique de ces électeurs nous sera favorable dans quelques années. L'adhésion de ces derniers est avant tout conjoncturelle et repose en grande partie sur une perception somme toute superficielle de l'actualité politique. Le porteur du message compte souvent bien plus que le message en lui-même.

Par plusieurs de leurs caractéristiques, les électeurs composant ce groupe correspondent au profil des citoyens les plus susceptibles d'être affectés par les mesures de compression budgétaire. Espérer obtenir leur soutien, alors qu'ils se trouvent à être les principaux boucs émissaires de la lutte au déficit, relève du rêve. Les coupures dans le supplément au logement, le remboursement d'impôt foncier, l'aide sociale, les soins de santé affecteront directement des centaines de milliers de ménages formant en grande partie cet électorat instable. Et l'on persiste à penser dans les officines du pouvoir qu'ils remercieront leurs " bienfaiteurs " par leur vote le jour du grand soir. Peut-être, mais pas dans le sens premier du verbe !

D'autre part, compter sur un assainissement des finances publiques alors que des États souverains n'y arrivent même pas, c'est fantasmer quand l'on ne gouverne qu'un État provincial. Le gouvernement fédéral aura amplement les moyens de pelleter des centaines de millions de déficit additionnel pour garder le gouvernement du Québec dans le pétrin.

Que l'on ne s'y trompe pas, le résultat du référendum d'octobre dernier a été une véritable catastrophe compte tenu de ses effets d'électrochoc sur les fédéralistes canadiens! Ce serait un peu comme si, moi petit intellectuel, j'avais, à sa grande surprise, sonné d'un bon direct un grand malabar qui m'aurait cherché noise et que maintenant j'attendrais béatement qu'il se redresse pour poursuivre... Les stratèges du gouvernement Bouchard par leur attitude attentiste laissent aux forces fédéralistes tout le loisir d'organiser la riposte. Et elle commence à se déployer !

La question constitutionnelle ne peut être isolée du projet de société : les moyens pour mettre en œuvre ce dernier au Québec passent inévitablement par des modifications substantielles à l'ordre canadien. Cet énoncé est une lapalissade depuis plus d'un demi-siècle. Ce n'est pas aujourd'hui qu'il pourrait tout à coup en être autrement. Mettre au " frigidaire " la question constitutionnelle afin de lutter contre le déficit, c'est non seulement décider de mettre au rancart le projet de société, mais c'est également se donner les conditions optimales pour échouer. Si M. Bouchard pense qu'en reportant aux calendes grecques le débat politique concernant l'avenir du Québec et en sabrant allègrement dans de grands pans d'une vision généreuse de la société il adopte une stratégie efficace, il se prépare à un cuisant échec.

" L'offensive, c'est la moitié de la victoire " disait Clausewitz. S'il veut être un jour victorieux, le gouvernement Bouchard doit absolument la reprendre. Il en aurait encore les moyens. Toutefois, cette possibilité, fruit de la popularité personnelle du Premier ministre, risque de s'éroder rapidement au cours des prochains mois.

Si l'échec d'un gouvernement est relativement sans importance, l'échec du projet de tout un peuple est beaucoup plus lourd de conséquences. Car, l'enterrement de première classe qui s'en suivrait alors marquerait le Québec pour des générations.